

Prêt à consolider l'intégration régionale

L'INTÉGRATION RÉGIONALE doit passer de "l'intention déclarée à l'application réelle" pour que les citoyens profitent pleinement des avantages de l'appartenance à une communauté partagée en Afrique australe.

Le nouveau Secrétaire exécutif de la SADC, Elias Mpedi Magosi, l'a souligné lorsqu'il a rendu une visite de courtoisie au président de la SADC, Lazarus Chakwera, du Malawi, en septembre.

Il a déclaré qu'un moyen de faire passer les lois régionales de l'état d'intention déclarée à celui d'application réelle est que les États membres signent et ratifient tous les protocoles et accords.

Depuis la transformation de la SADC en 1992, de la Conférence de coordination du développement de l'Afrique australe (SADCC), plus de 33 protocoles, allant du commerce et de l'investissement à la paix et à la sécurité, en passant par la gestion des ressources naturelles transfrontalières et l'autonomisation des femmes et des jeunes, ont été signés par les États membres pour faire avancer le programme d'intégration régionale.

Cependant, tous les protocoles n'ont pas été ratifiés, ce qui affecte le rythme de l'intégration dans la SADC et fait que la plupart des habitants de la région ne

participent pas activement et ne contribuent pas au programme d'intégration.

À cet égard, M. Magosi a déclaré que l'une de ses priorités en tant que nouveau secrétaire exécutif de la SADC est de soutenir et d'aider les États membres à signer et à ratifier les protocoles et les accords de la SADC afin que tous les États membres et, en fin de compte, leurs citoyens bénéficient pleinement des initiatives d'intégration et de développement régionaux.

Selon les statuts juridiques de la SADC, tout protocole régional signé doit être ratifié par les pays membres pour qu'il entre en vigueur au niveau national dans les 16 États membres.

Au moins deux tiers des États membres (10 pays) doivent ratifier un protocole pour qu'il entre en vigueur.

Le processus d'approbation d'un instrument juridique régional requiert d'abord la signature, puis la ratification - un processus qui diffère d'un pays à l'autre, certains nécessitant l'approbation du Parlement.

"Sous ma direction, le secrétariat ne perdra pas de vue l'objectif principal de la SADC, à savoir l'intégration régionale", a déclaré M. Magosi, ajoutant qu'il poursuivra la tâche entreprise par son prédécesseur, le Dr Stergomena Lawrence Tax.

POLITIQUE	3
AGRICULTURE	4
CHANGEMENT CLIMATIQUE	5
ECONOMIE	6
ANTI-SANCTIONS	7
PATRIMOINE	8-9
ÉDUCATION	10
LES JEUNES	11
PAIX & SECURITE	12
COOPÉRATION	13
ELECTIONS	14
EVENEMENTS	15
L'HISTOIRE AUJOURD'HUI	16

Les États membres de la SADC ont adopté un certain nombre de documents stratégiques tels que la Vision 2050 de la SADC et le Plan indicatif régional de développement stratégique révisé de la SADC (RISDP 2020-2030), dont la période de mise en œuvre a maintenant commencé.

À cet égard, M. Magosi poursuivra la mise en œuvre de ces initiatives, la SADC visant une intégration plus poussée et un développement durable.

Il a déclaré qu'il est donc essentiel pour toutes les parties prenantes, y compris les partenaires de coopération, d'aligner leur soutien sur la vision régionale et le plan stratégique - la Vision 2050 de la SADC et le RISDP révisé 2020-2030.

L'alignement du soutien sur ces plans garantira la bonne mise en œuvre des activités et des

programmes convenus pour faire progresser le développement socio-économique et une intégration plus profonde.

La Vision 2050 de la SADC a été approuvée par le 40e sommet de la SADC qui s'est tenu à Maputo, au Mozambique, en août 2020, et définit les aspirations de la région pour les 30 prochaines années.

La Vision 2050 de la SADC repose sur une base solide de paix, de sécurité et de gouvernance démocratique, et s'appuie sur trois piliers interdépendants : Le développement industriel et l'intégration des marchés, le développement des infrastructures pour soutenir l'intégration régionale et le développement du capital social et humain.

Il envisage une région industrialisée pacifique, inclusive, compétitive, à revenu moyen à élevé, où tous les citoyens jouissent

d'un bien-être économique durable, de la justice et de la liberté.

Le plan stratégique régional, le RISDP 2020-30 révisé, a également été adopté par le 40e sommet de la SADC au Mozambique l'année dernière.

Le plan stratégique donne la priorité aux questions clés de l'intégration régionale, à savoir le développement des infrastructures, le développement industriel et l'intégration des marchés, le développement du capital social et humain, ainsi que les questions transversales, notamment l'environnement, le changement climatique, la gestion des risques et des catastrophes et l'autonomisation des femmes et des jeunes.

Contrairement aux plans stratégiques régionaux précédents, le RISDP 2020-30 combine les interventions présentées précédemment dans le cadre du

RISDP et du plan stratégique indicatif de l'organe (SIPO) de coopération en matière de politique, de défense et de sécurité.

La décision d'inclure les questions de paix, de sécurité et de gouvernance dans le RISDP 2020-30 est importante car les deux plans stratégiques sont complémentaires et soutiennent la réalisation du même objectif.

M. Magosi a entamé son mandat de quatre ans en tant que nouveau secrétaire exécutif de la SADC le 1er septembre après sa nomination par le 41e sommet de la SADC qui s'est tenu à Lilongwe, au Malawi, en août.

Il est ressortissant de la République du Botswana et succède au Dr Tax de la République unie de Tanzanie qui a servi de septembre 2013 à août 2021.

M. Magosi a près de 30 ans d'expérience dans l'amélioration des performances et des processus à grande échelle, la gestion stratégique, la gestion des ressources humaines et la gestion du changement dans les secteurs public, privé et parapublic. Avant sa nomination actuelle, il a occupé le poste de secrétaire général du président, devenant ainsi le chef de la fonction publique du Botswana.

M. Magosi possède de nombreuses qualifications, dont une licence en économie/statistique de l'université du Botswana et une maîtrise en développement organisationnel de la Bowling Green State University, aux États-Unis.

"Son Excellence Magosi comprend que la réalisation des buts et des objectifs de la SADC nécessite des efforts collectifs et collaboratifs de la part de tous les États membres, des partenaires et des parties prenantes. Il s'est engagé à travailler en étroite collaboration avec les structures concernées dans les États membres de la SADC, le secteur privé, les partenaires de coopération internationale ainsi que les organismes régionaux et internationaux pour promouvoir et faire avancer les objectifs de la SADC", peut-on lire dans un communiqué du secrétariat de la SADC. □

L'intégration approfondie est la clé du développement durable

L'AFRIQUE AUSTRALE parviendra à un développement durable si les États membres de la SADC continuent à travailler ensemble pour approfondir l'intégration.

Prenant la parole peu après avoir rencontré le nouveau secrétaire exécutif de la SADC, S.E. Elias Mpedi Magosi, le président de la SADC, le président Lazarus Chakwera du Malawi, a déclaré que la région a tout ce qu'il faut pour devenir un modèle de prospérité partagée en Afrique.

Cela est dû principalement aux vastes ressources naturelles inexploitées, à une population jeune et nombreuse de plus de 350 millions de personnes et à un bilan enviable de paix et de sécurité relatives, malgré des cas isolés d'instabilité dans certaines parties de la région.

Le président Chakwera a déclaré que la région doit investir davantage dans l'industrialisation de son économie afin de s'assurer qu'elle n'exporte pas ses ressources naturelles telles que l'or, le charbon



et les diamants sous leur forme brute, mais plutôt sous forme de produits transformés, de manière à en tirer une plus grande valeur.

Un secteur industriel dynamique signifierait que le produit des ressources naturelles resterait dans la région pour financer le programme de développement.

En ce qui concerne une population nombreuse et jeune, M. Chakwera a déclaré qu'il était nécessaire d'engager activement toutes les parties prenantes, y compris les jeunes et les femmes, pour faire avancer le programme d'intégration de la SADC.

Le président Chakwera a également souligné l'importance de maintenir et de renforcer la

stabilité en Afrique australe, la paix et la sécurité étant une condition nécessaire au développement durable.

En ce qui concerne la pandémie de la COVID-19 qui a affecté le paysage socio-économique mondial, il a déclaré que la SADC et le reste du continent africain ont tiré des

leçons, notamment sur l'inégalité des vaccins, d'où il est devenu évident que la SADC doit renforcer ses capacités manufacturières et industrielles.

Le président Chakwera a déclaré que le thème du sommet de la SADC de cette année, *Renforcer les capacités productives face à la pandémie de la COVID-19 pour une transformation économique et industrielle inclusive et durable*, est donc un appel pour la SADC à adopter la numérisation pour s'industrialiser, en utilisant les avantages comparatifs des États membres sur les chaînes de valeur et, finalement, augmenter le niveau du commerce intra régional de la SADC. □

Une facilité de financement régional pour la conservation transfrontalière

UNE FACILITÉ de financement régionale a été lancée pour soutenir la conservation transfrontalière en Afrique australe.

Le ministre des forêts et des ressources naturelles de la République du Malawi, Nancy Tembo, a lancé cette facilité le 5 septembre pour soutenir les actions de conservation transfrontalière dans les zones de conservation transfrontalières (TFCA) de la SADC.

Les TFCA sont des zones relativement grandes qui chevauchent les frontières entre deux ou plusieurs pays et couvrent des systèmes naturels à grande échelle englobant une ou plusieurs zones protégées.

La facilité de financement TFCA de la SADC vise à atteindre un volume de 100 millions d'euros à moyen et long terme, au profit de 18 TFCA dans la plupart des États membres de la SADC et couvrant plus de 700 000 km² d'écosystèmes partagés dans la région de la SADC.

Tembo a déclaré que la facilité de financement complètera les efforts des gouvernements pour développer des mécanismes de financement durables pour la conservation des ressources naturelles qui traversent les frontières internationales dans la région.

Le directeur de la direction de l'alimentation, de l'agriculture et

des ressources naturelles (FANR) au secrétariat de la SADC, Domingos Gove, a déclaré que l'importance des TFCA dans la gestion collaborative des ressources naturelles et culturelles partagées au-delà des frontières internationales est une composante majeure du programme TFCA de la SADC.

"Cette facilité de financement est une base pour des investissements à long terme et plus durables dans des mesures tangibles qui renforcent la connectivité écologique, économique, culturelle et

institutionnelle au sein des TFCA de la SADC", a-t-il déclaré.

La facilité de financement TFCA de la SADC sera exécutée par l'Union internationale pour la conservation de la nature (UICN) en Afrique orientale et australe.

L'UICN gèrera le processus d'octroi de subventions par le biais d'une unité de gestion de programme dédiée.

Les TFCA sont fondées sur le constat que les ressources naturelles qui chevauchent les frontières internationales sont des biens partagés qui peuvent contribuer de manière

significative à la conservation de la biodiversité et au développement socio-économique des communautés rurales.

Les TFCA constituent un moyen de créer un environnement propice à la participation locale aux processus décisionnels, augmentant les possibilités d'investissement dans des activités génératrices de revenus pour les communautés locales, ce qui entraîne une réduction de la pauvreté. □

La SADC et l'ONU discutent de la coopération en matière de paix et de sécurité

L'ONU ET la SADC restent déterminées à promouvoir la stabilité dans la région et dans le reste de la communauté mondiale.

C'est ce qu'ont déclaré la Secrétaire générale adjointe de l'ONU pour l'Afrique, Martha Pobebe, et le Secrétaire exécutif de la SADC, Son Excellence Elias Magosi, lors de leur récente réunion où ils ont délibéré sur les domaines d'intérêt mutuel entre les deux institutions en matière de paix et de sécurité, ainsi que de démocratie et de gouvernance.

Au cours de la réunion virtuelle qui s'est tenue le 21

octobre, M. Magosi a fait le point sur l'état de la paix et de la sécurité dans la SADC, soulignant l'engagement en cours de la force en attente de la SADC dans le nord du Mozambique et la situation en Eswatini.

Il a déclaré qu'en dépit des problèmes de sécurité et de paix dans certains États membres de la SADC, la situation politique et sécuritaire est généralement restée stable, ajoutant que la région était ouverte à une collaboration et un engagement continus avec l'ONU pour promouvoir la stabilité en Afrique australe. □

Vers la mise en œuvre du RISDP de la SADC

LA SADC ET le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF) ont réaffirmé leur collaboration et leur engagement en faveur de la mise en œuvre des éléments clés du Plan indicatif régional de développement stratégique (RISDP) 2020-2030 de la SADC.

Le représentant de l'UNICEF au Botswana et dans la SADC, Dr Joan Matji, et le Secrétaire exécutif de la SADC ont pris cet engagement lors de leur réunion du 15 septembre.

Dr Matji a déclaré que l'UNICEF continuera à soutenir la mise en œuvre des priorités en accord avec l'intégration régionale en se concentrant sur la santé et la nutrition, l'eau et l'assainissement, l'éducation, le VIH et le SIDA, la protection sociale et la protection de l'enfance.

Elle a déclaré que l'UNICEF a également noté que la pandémie de la COVID-19 a eu un impact socio-économique significatif dans nos sociétés avec une augmentation de la violence et de l'exploitation envers les femmes et les enfants.

A cet égard, l'UNICEF travaillera avec le Secrétariat de la SADC pour soutenir le développement et la mise en œuvre d'instruments de politique sociale et pour renforcer les programmes de protection de l'enfance, et contribuera à l'analyse régionale multidimensionnelle de la pauvreté pour informer les stratégies régionales de lutte contre la pauvreté. □

Collaboration dans l'enseignement supérieur

LE NOUVEAU Secrétaire exécutif de la SADC, Elias Magosi, a déclaré que la région considère les universités comme des catalyseurs et des acteurs clés dans les environnements d'apprentissage, des piliers de l'innovation, des idées nouvelles et des leaders dans les domaines de la recherche, du progrès technologique et du développement.

M. Magosi a tenu ces propos lors de sa rencontre avec l'Alliance pour le partenariat africain (APA) le 20 octobre.

L'APA est un consortium fondé par l'université d'État du Michigan en collaboration avec dix universités africaines pour collaborer à la résolution des problèmes mondiaux et renforcer

les capacités des établissements d'enseignement supérieur, notamment les centres d'excellence, les instituts de recherche avancée et les groupes de réflexion, afin de soutenir la mise en œuvre des cadres de développement de la SADC.

"Avec le soutien de divers partenaires tels que les institutions d'enseignement supérieur, les établissements tertiaires et les universités, la région de la SADC s'efforce de trouver des solutions pour relever de nombreux défis tels que le chômage des jeunes, les inégalités, les membres marginalisés des communautés et le manque de participation des femmes à divers niveaux. Elle s'efforce également de combler le fossé du savoir et de rapprocher

les personnes défavorisées du développement économique général", a-t-il déclaré, ajoutant que l'APA a le potentiel pour fournir ce service en renforçant les capacités des universités de la SADC.

Richard Mkandawire, directeur pour l'Afrique de l'Alliance pour le partenariat africain et président de la Commission de planification du Malawi, a déclaré que la SADC devait se doter d'institutions spécialisées qui seront le fer de lance de la création et de la diffusion des connaissances et de la formation de personnel qualifié dans les domaines techniques. Il a également appelé les universités à redéfinir un programme régional sur l'emploi des jeunes. □



Perspectives de précipitations adéquates pour la saison agricole 2021/22

par Neto Nengomasha

LA SAISON agricole 2021/22 devrait réjouir les agriculteurs de la région, car la majeure partie de l'Afrique australe devrait recevoir des précipitations suffisantes cette saison.

Les précipitations attendues sur une grande partie de la région stimuleront la production agricole, qui est le fondement de la plupart des économies de la région, ainsi que la production d'hydroélectricité et le remplissage des principaux réservoirs d'eau, suite aux bonnes conditions pluviométriques de la saison précédente.

Selon les dernières prévisions établies par les experts climatiques régionaux, des précipitations "normales à supérieures à la normale" sont attendues dans la majeure partie de la région de la SADC entre octobre 2021 et mars 2022.

Les prévisions consensuelles ont été établies par le 25e Forum régional des perspectives climatiques d'Afrique australe (SARCOF 25), qui s'est réuni virtuellement les 30 et 31 août.

Les prévisions du SARCOF sont divisées en deux parties, couvrant les mois d'octobre-novembre-décembre 2021 et janvier-février-mars 2022.

Les prévisions montrent que la plupart de la région de la SADC recevra des précipitations élevées, qualifiées de "normales à supérieures à la normale" entre octobre et décembre.

Les précipitations "supérieures à la normale" sont définies comme se situant dans le tiers le plus humide des précipitations historiquement enregistrées, tandis que les précipitations "inférieures à la normale" se situent dans le tiers

le plus sec des précipitations et les précipitations "normales" dans le tiers intermédiaire.

La majeure partie de la République démocratique du Congo et quelques petites parties de l'Angola, du Mozambique, de la Namibie, de l'Afrique du Sud, de la République-Unie de Tanzanie et de la Zambie devraient toutefois recevoir des précipitations normales à inférieures à la normale au cours du premier semestre.

La seconde moitié de la saison agricole, qui couvre la période de janvier à mars 2022, devrait recevoir des précipitations normales à supérieures à la normale, à l'exception de la région côtière du sud-ouest de l'Angola et des régions côtières occidentales de la Namibie et de l'Afrique du Sud.

Dans les régions qui devraient connaître des précipitations inférieures à la normale tout au long de la saison agricole, les agriculteurs sont encouragés à planter des variétés de cultures à courte durée de vie.

La prévision de précipitations adéquates signifie que la région devrait connaître une bonne récolte au cours de la saison agricole 2021/22, ce qui permettrait à la région d'atteindre son statut de sécurité alimentaire, qui a été menacé par des sécheresses récurrentes.

Au cours de la saison 2020/21, un certain nombre de pays ont pu enregistrer de bonnes récoltes malgré l'apparition de cyclones tels qu'Eloïse et l'impact de la pandémie de la COVID-19 qui a touché la communauté agricole comme d'autres, entraînant une augmentation des pertes après récolte.

Le rapport de synthèse sur l'état de la sécurité alimentaire et nutritionnelle et de la vulnérabilité

en Afrique australe 2021, publié en août, montre que la production de maïs en Eswatini devrait augmenter de 15 % cette année pour atteindre 98 988 tonnes, tandis qu'en Namibie, les rendements de maïs sont estimés à 53 700 tonnes, soit 25 % de plus que la moyenne et 4 % de plus que l'année dernière.

L'Afrique du Sud s'attend à une récolte de maïs de 16,18 millions de tonnes, soit 5,8 % de plus que l'année dernière, tandis que la Zambie a produit 4 461 188 tonnes de maïs, alors que les besoins nationaux étaient de 2 932 208 tonnes.

La République-Unie de Tanzanie devrait enregistrer des excédents de production de cultures vivrières tandis que la production de maïs au Zimbabwe a augmenté de 199 pour cent pour atteindre 2 717 171 tonnes, ce qui représente un excédent de 828 263 tonnes.

Compte tenu des précipitations prévues pour la saison 2021/22, les experts climatiques ont exhorté les États membres à renforcer les mécanismes de contrôle des inondations en raison de la menace d'inondations, et à veiller à ce que les barrages soient dans des conditions optimales pour gérer de grands volumes d'eau, ainsi qu'à améliorer le stockage des céréales pour minimiser les pertes après récolte.

Il existe une possibilité de lessivage dans certaines régions et l'apparition de maladies du bétail et de ravageurs des cultures tels que la chenille légionnaire d'automne auxquels les agriculteurs doivent se préparer.

La réunion a souligné la nécessité pour la région de la SADC d'améliorer les

infrastructures de collecte de l'eau afin de capter autant d'eau que possible pour les saisons suivantes qui pourraient être plus sèches.

Les experts climatiques ont toutefois souligné que ces perspectives ne sont qu'indicatives et pertinentes pour des périodes saisonnières (chevauchement de trois mois) et des zones relativement vastes, et qu'elles peuvent ne pas tenir compte de tous les facteurs qui influencent la variabilité climatique régionale et nationale, comme les variations locales et mensuelles.

Les utilisateurs sont invités à contacter leurs services météorologiques et hydrologiques nationaux pour l'interprétation des perspectives et pour obtenir des conseils et des mises à jour supplémentaires.

La réunion SARCOF-25 a été organisée sous le thème "Impact du réchauffement de l'océan sur notre temps et notre climat".

Les climatologues ont examiné les facteurs océaniques et atmosphériques qui influencent le climat de la région de la SADC, notamment l'oscillation El Niño-Southern (ENSO), qui est actuellement dans sa phase neutre.

L'ENSO devrait évoluer vers une faible phase La Niña au cours de la période de prévision, ce qui entraînera les conditions de précipitations prévues.

Il existe également une probabilité accrue d'un dipôle négatif de l'océan Indien (IOD) et d'un dipôle neutre de l'océan Indien subtropical (SIOD) d'ici la fin mars 2022, deux phénomènes qui ont été pris en compte lors de l'élaboration des prévisions.

sardc.net □





Vers un financement accru du climat

par Neto Nengomasha

L'UNE DES questions clés pour l'Afrique australe lors de la prochaine conférence sur le changement climatique à Glasgow, en Écosse, est la nécessité d'un accès accru au financement climatique pour amortir et permettre à la région de s'adapter à l'impact du changement climatique.

Bien que la région soit la moins polluante, elle est la plus touchée. Fixée du 31 octobre au 12 novembre, la 26e session de la Conférence des parties (COP26) de la Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques (CCNUCC) se tient au moment où l'Organisation météorologique mondiale (OMM) des Nations unies a publié un rapport indiquant que les émissions de gaz à effet de serre atteindront un nouveau record en 2020, malgré les confinements liés au coronavirus.

Les gaz à effet de serre sont des émissions telles que le dioxyde de carbone et le méthane rejetés par les industries, l'agriculture et d'autres activités liées à l'homme, qui réchauffent l'atmosphère, entraînant un changement du climat.

Le Bulletin de l'OMM sur les gaz à effet de serre, publié le 25 octobre, montre que la concentration de dioxyde de carbone, le principal gaz à effet de serre, est aujourd'hui 50 % plus élevée qu'avant la révolution industrielle, tandis que les niveaux de méthane ont plus que doublé depuis 1750.

Le rapport souligne que tous les principaux gaz à effet de serre ont augmenté plus rapidement en 2020 que la moyenne de la décennie précédente et que cette tendance s'est poursuivie en 2021.

Le rapport prévient que les augmentations des émissions de gaz à effet de serre ont de fortes implications pour atteindre l'objectif de l'Accord de Paris de limiter le réchauffement de la planète bien en dessous de 2° C, soulignant que cela nécessitera des ajustements dans le calendrier et/ou la taille des

engagements de réduction des émissions.

Un rapport similaire du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) indique également que les effets du changement climatique continuent de s'intensifier et qu'il est d'ores et déjà certain que le monde sera confronté à de nouvelles perturbations climatiques pendant des décennies, voire des siècles, à venir.

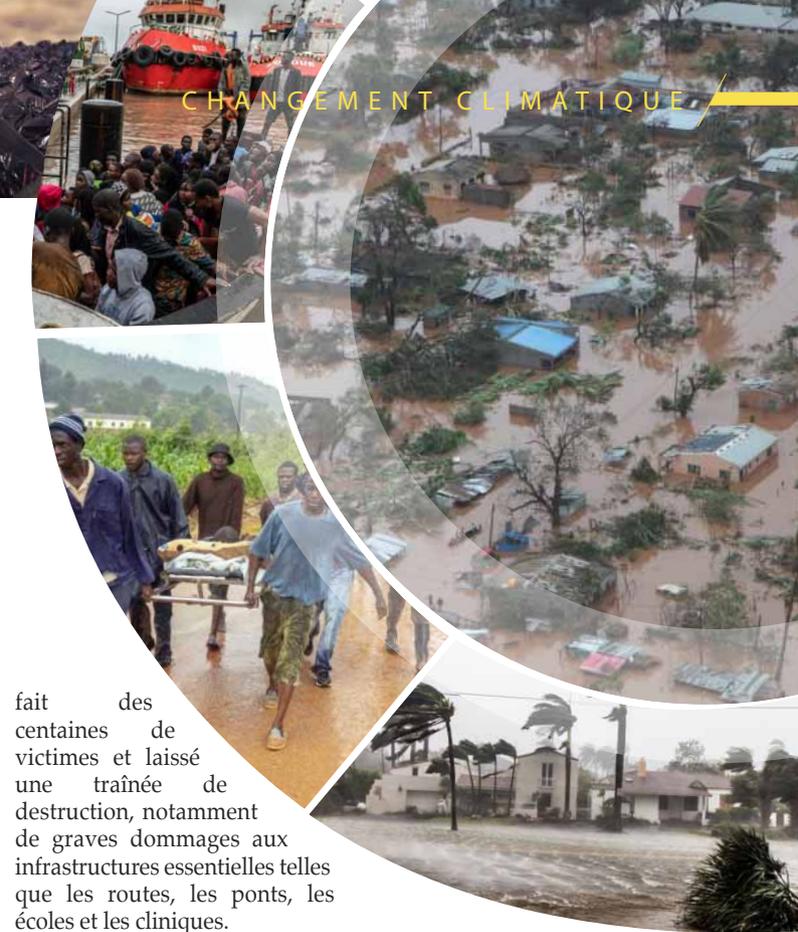
Le rapport *Climate Change 2021 : The Physical Science Basis*, qui est une contribution du groupe de travail I du GIEC au sixième rapport d'évaluation, indique qu'il n'est plus contestable que les émissions de gaz à effet de serre dues aux activités humaines sont responsables d'un réchauffement d'environ 1,1 °C depuis 1850-1900.

Le rapport indique clairement que les engagements pris jusqu'à présent par les pays développés ne sont pas suffisants pour relever les défis liés à l'augmentation des vagues de chaleur, des incendies de forêt, des inondations, des sécheresses, de l'élévation du niveau de la mer, de l'allongement des saisons chaudes et du raccourcissement des saisons froides, qui se font déjà sentir dans la plupart des régions du monde.

Pour l'Afrique australe, c'est désormais une réalité, car la région a récemment subi des catastrophes majeures qui ont laissé des millions de personnes dans l'insécurité alimentaire et des milliers de personnes déplacées.

Entre janvier et avril 2019, l'Afrique australe a été confrontée à plusieurs phénomènes météorologiques tels que les cyclones tropicaux Desmond, Idai et Kenneth, qui ont provoqué d'importantes inondations dans l'Union des Comores, à Madagascar, au Malawi, au Mozambique, en République-Unie de Tanzanie et au Zimbabwe.

Le cyclone Idai, considéré comme l'une des pires tempêtes tropicales à avoir jamais touché l'Afrique et l'hémisphère sud, a



fait des centaines de victimes et laissé une traînée de destruction, notamment de graves dommages aux infrastructures essentielles telles que les routes, les ponts, les écoles et les cliniques.

Face à cette vulnérabilité croissante, l'Afrique australe et le reste de l'Afrique font donc pression pour obtenir des ressources financières accrues, arguant que le flux actuel de financement du climat n'a pas été suffisant pour répondre aux besoins des programmes d'adaptation et d'atténuation en Afrique.

Pour combler ce déficit de financement, les négociateurs africains, y compris ceux d'Afrique australe, ont déjà recommandé qu'au moins 50 % de tous les fonds climatiques disponibles soient consacrés à l'adaptation au changement climatique.

Les négociateurs attendent en outre de la COP26 qu'elle convienne d'un calendrier pour améliorer l'accès et harmoniser les processus dans les fonds multilatéraux et qu'elle entame des négociations sur un nouvel objectif de financement plus élevé pour l'après-2025.

Les négociateurs attendent de la COP26 qu'elle s'engage à améliorer la transparence et la responsabilité des finances climatiques.

Cette position est également apparue très clairement lors de l'atelier préparatoire de la COP26 du Marché commun de l'Afrique orientale et australe (COMESA)

qui s'est tenu les 7 et 8 octobre à Victoria Falls, au Zimbabwe.

Lors de sa présentation, le négociateur principal du groupe africain, Washington Zhakata, a souligné la nécessité pour les parties de garantir des financements supplémentaires et prévisibles à long terme, notamment en ce qui concerne la planification de l'adaptation.

Plus tôt cette année, le groupe africain de négociateurs a convenu que les pays industrialisés doivent s'engager à combler leur déficit de financement climatique pré-2020 de 100 milliards de dollars US et que les 100 milliards de dollars US par an doivent être le plancher, et non le plafond, et des efforts continus doivent être faits pour déterminer et satisfaire les besoins et les priorités des pays en développement.

En outre, l'Afrique australe demande la mise en place d'un mécanisme vert de financement de la reprise de la COVID-19 pour aider les pays en développement à restaurer l'élan de la révision des contributions déterminées au niveau national (CDN) et du développement des cadres de mise en œuvre des CDN, compte tenu du retard des actions climatiques dû à la pandémie de la COVID-19. □



L'économie de la SADC va se remettre de la COVID-19

par Clarkson Mambo

L'ANNÉE 2020 n'a pas été une bonne période pour la plupart des économies en raison de l'apparition de la pandémie de la COVID-19 qui a affecté les opérations commerciales.

Cependant, tout n'est pas perdu pour la SADC, car l'économie régionale des 16 membres devrait croître de 4,2 % en 2021 et de 3,2 % en 2022.

C'est ce qu'indique le rapport sur les performances économiques régionales de la SADC pour 2020, publié par la Direction des finances, des investissements et des douanes (FIC) du secrétariat de la SADC.

Dans son rapport, la Direction indique que le succès du déploiement des vaccinations COVID-19 est essentiel pour la reprise régionale à venir.

"La reprise économique prévue en 2021 et au-delà repose en grande partie sur les déploiements de vaccins qui permettront l'ouverture des économies", peut-on lire dans une partie du rapport.

L'amélioration des performances économiques régionales s'accompagnera d'une réduction prévue de l'inflation, qui passera de 49,6 % en 2020 à 15,4 % cette année.

Les États membres de la SADC ont lancé des campagnes de vaccination contre le virus Covid-19 depuis le premier trimestre de l'année.

Cependant, il est essentiel de noter que les progrès ont été lents en raison de divers problèmes, notamment l'indisponibilité du vaccin et les perceptions négatives de la vaccination.

Le président en exercice de la SADC, le président Lazarus Chakwera du Malawi, s'est inquiété de la "discrimination en matière de vaccins" qui a vu les pays industrialisés accumuler des vaccins au détriment des économies en développement.

À cet égard, on estime que la plupart des pays d'Afrique ont réussi à ce jour à vacciner moins de 10 % de leur population.

Par conséquent, l'amélioration de l'accès aux vaccins COVID-19 sera un facteur déterminant et

profitera à la région dans sa reprise et sa croissance économiques.

Le rapport du FIC note qu'au cours de la première année de traitement de la Covid-19 en 2020, seuls deux États membres de la SADC (le Malawi et la République-Unie de Tanzanie) ont réussi à enregistrer une croissance positive de leur produit intérieur brut (PIB).

Cela pourrait s'expliquer par le fait que les deux pays n'ont imposé aucun confinement en 2020, et que les affaires ont donc continué comme si de rien n'était, tandis que le reste de la région a partiellement fermé ses portes, ce qui a affecté l'économie.

Selon le rapport, le PIB régional s'est contracté de 4,8 % en 2020, contre une croissance de 2,1 % en 2019.

La frontière de Tunduma bénéficiera d'un commerce régional

LA TANZANIE a signé un accord qui subdélègue la mise en œuvre d'activités coordonnées de gestion des frontières et la construction d'un marché frontalier au poste frontière de Tunduma avec la Zambie.

La modernisation du poste frontière de Tunduma s'inscrit dans le cadre de l'accord de libre-échange tripartite impliquant le Marché commun de l'Afrique orientale et australe (COMESA), la Communauté d'Afrique de l'Est (CAE) et la SADC, dont l'objectif principal est la création d'une zone économique unique.

L'Union européenne a alloué un total de 2,7 millions d'euros à cette initiative dans le cadre de l'Initiative pour le commerce transfrontalier à petite échelle du COMESA (SSCBTI) et du Programme de facilitation des échanges (TFP), respectivement.

La suppression progressive des barrières commerciales facilitera les échanges et augmentera les flux commerciaux formels à petite échelle entre les deux pays.

Grâce à l'accord de subdélégation, la République-Unie de Tanzanie recevra également un soutien pour l'élaboration de cadres et de procédures réglementaires améliorés et harmonisés à son poste frontière avec la Zambie.

En effet, la COVID-19 a exposé la région, qui dépend de l'exportation de ressources naturelles non transformées, principalement des produits agricoles, des minéraux et du pétrole, à la chute des prix mondiaux des matières premières et à la fermeture des frontières des marchés d'exportation, limitant ainsi les échanges.

Il est nécessaire que la région mette en œuvre de toute urgence son programme d'industrialisation, qui encourage la transformation et la valorisation des marchandises avant leur exportation, ainsi qu'une plus grande ouverture des frontières pour promouvoir le commerce au sein de la région.

Parmi les autres recommandations clés adressées aux gouvernements de la SADC pour qu'ils poursuivent sur leur lancée en 2021 et au-delà, citons une gestion saine de la dette et de la transparence, le soutien au secteur bancaire, qui est toujours aux prises avec des prêts non productifs, les entreprises ayant du mal à assurer le service de leurs dettes, et le renforcement des investissements dans les infrastructures à large bande pour tirer parti de l'utilisation des technologies numériques.

Le respect de mesures de politique budgétaire et monétaire strictes jusqu'à ce que la reprise économique soit fermement engagée est également un ingrédient clé, selon le rapport. □

Concrètement, les activités se concentreront sur la mise à niveau des infrastructures transfrontalières prioritaires et sur l'achat d'équipements, nécessaires pour améliorer le commerce transfrontalier et la facilitation des transports au poste frontière de Tunduma.

Le projet soutiendra également le renforcement des capacités des agences frontalières et des parties prenantes nationales en matière de gestion coordonnée des frontières, d'évaluation en douane, de classification harmonisée des systèmes, de mise en place et de gestion de comités frontaliers conjoints, de gestion des risques et de procédures de "poste frontalier unique".

Le secrétaire général du COMESA, Chileshe Kapwepwe, et le secrétaire général du ministère tanzanien de l'industrie et du commerce, Doto James, ont signé l'accord de sous-délégation séparément à Lusaka et à Dodoma.

M. James a remercié le Secrétaire du COMESA et l'Union européenne pour leur soutien continu au développement de la Tanzanie, précisant que ce soutien permettra d'améliorer l'efficacité

opérationnelle de l'OSBP de Tunduma et de réhabiliter/construire le marché à petite échelle de Majengo dans le conseil municipal de Tunduma.

Il a déclaré que la modernisation stimulera également le commerce régional, notamment entre la Zambie et la Tanzanie.

Le projet est financé par le 11e Fonds européen de développement Initiative pour le commerce transfrontalier à petite échelle (SSCBTI), 684 000 euros, et le Programme de facilitation des échanges (TFP), 1 954 000 euros, par le biais d'un accord de subvention de 65 millions d'euros de l'UE avec le COMESA, signé en 2018.

Les deux programmes ont des domaines de résultats clés qui comprennent l'approfondissement de l'intégration régionale, l'amélioration de la croissance économique régionale inclusive, le renforcement des capacités institutionnelles, l'amélioration de la collecte de données et le renforcement de la compétitivité de la région du COMESA. □





"Lever les sanctions contre le Zimbabwe" - SADC

par Clarkson Mambo

"CES SANCTIONS n'ont pas seulement affecté le peuple du Zimbabwe et son gouvernement, mais toute la région. C'est comme un corps humain, lorsque vous coupez une de ses parties, cela affecte le corps entier."

"Nous devons nous unir pour soutenir le Zimbabwe contre les sanctions imposées par les pays occidentaux, car elles font du tort aux Zimbabweens et aux personnes de tous les États membres."

Le défunt président de la République unie de Tanzanie, John Pombe Magufuli, s'exprimait lors du 39e sommet de la SADC qui s'est tenu à Dar es Salaam en août 2019.

En tant que président de la SADC à l'époque, le président Magufuli a déclaré qu'il était essentiel que la région soit unie sur des questions de principe telles que l'appel à la suppression immédiate et inconditionnelle des sanctions occidentales imposées au Zimbabwe il y a vingt ans.

En effet, la région a fait une déclaration importante lors du 39e sommet de la SADC, lorsque les leaders d'Afrique australe ont déclaré que le 25 octobre serait la date à laquelle les États membres de la SADC exprimeraient collectivement leur désapprobation des sanctions par le biais de diverses activités et plateformes jusqu'à la levée des sanctions.

Lors du premier anniversaire de la journée régionale anti-sanctions en octobre 2020, le président de la SADC de l'époque, le président Filipe Nyusi du Mozambique, a déclaré que l'embargo sur le Zimbabwe devait être levé pour permettre au pays de se concentrer sur le développement durable.

"Pour la SADC en tant que région, l'appel à la levée inconditionnelle des sanctions revêt une importance encore plus grande", a déclaré le président Nyusi.



"Il ne s'agit pas seulement d'un appel à la solidarité en faveur du Zimbabwe, mais aussi d'un appel à la justice, à l'équité et à la pleine jouissance des droits de l'homme. Les sanctions ne sont plus pertinentes et sont préjudiciables au développement socio-économique et à l'autodétermination des Zimbabweens."

Le Zimbabwe est aux prises avec des sanctions économiques depuis 2002, date à laquelle les États-Unis ont imposé un embargo unilatéral au pays, appelé loi sur la démocratie et la relance économique au Zimbabwe (ZIDERA), en réaction au programme de réforme agraire et au rôle de premier plan joué par le Zimbabwe dans l'intervention de la SADC en République démocratique du Congo en 1998 pour soutenir le gouvernement de ce pays.

Le pays n'a pas été en mesure d'accéder librement aux fonds multilatéraux, tandis que les entreprises publiques ont vu leurs fonds étrangers gelés.

En fin de compte, ce sont les citoyens ordinaires qui ont été le plus touchés par le déclin économique et l'accès restreint aux services internationaux tels que les transferts de fonds en devises étrangères.

Alors que la SADC se prépare à célébrer le deuxième anniversaire de la journée régionale anti-sanctions, le 25 octobre, les Nations unies ont dépêché leur rapporteur spécial

au Zimbabwe afin d'examiner l'impact négatif des sanctions.

La rapporteuse spéciale des Nations unies, Alena Douhan, sera au Zimbabwe du 18 au 28 octobre. Elle rencontrera le président Emmerson Mnangagwa le 18 octobre, au début de sa visite.

Mme Douhan et son équipe vont collecter des informations et organiser une série de réunions avec les autorités gouvernementales, les organisations de la société civile, le secteur privé et les partis politiques d'opposition.

Elle présentera un rapport public au Conseil des droits de l'homme des Nations unies lors de sa 51e session prévue en septembre 2022.

"L'objectif de la mission est d'examiner, dans un esprit de coopération et de dialogue, si et dans quelle mesure l'adoption, le maintien ou la mise en œuvre de sanctions unilatérales entrave la pleine réalisation des droits énoncés dans la Déclaration universelle des droits de l'homme et dans d'autres instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme, en particulier le droit des individus et des peuples au développement", peut-on lire dans un communiqué publié par le Haut-Commissariat des Nations unies aux droits de l'homme.

La mission d'enquête de Douhan fait suite à la résolution 34/13 du Conseil des droits de l'homme, qui souligne que les mesures coercitives unilatérales

et la législation sont contraires au droit international, au droit humanitaire international, à la Charte et aux normes et principes régissant les relations pacifiques entre les États.

La résolution souligne que ces sanctions entraînent à long terme des problèmes sociaux et suscitent des préoccupations humanitaires dans les pays visés.

Le président Mnangagwa a souligné, lors de nombreux forums, l'impact négatif des sanctions sur le pays et ses citoyens.

"Les sanctions illégales injustifiées et oppressives continuent de causer des souffrances indicibles aux gens ordinaires de notre grand pays. Leurs effets débilissants directs et indirects ont également été ressentis par nos voisins", a-t-il déclaré, ajoutant que "les sanctions illégales sont un albatros pour le développement, le bien-être et la prospérité du peuple du Zimbabwe".

Le président Mnangagwa a déclaré que le Zimbabwe était reconnaissant à la SADC pour son soutien indéfectible à l'appel à la levée immédiate et inconditionnelle des sanctions illégales imposées au pays, ainsi que pour avoir déclaré le 25 octobre comme une journée de soutien de la région.

Dans le cadre des commémorations, diverses activités et plateformes seront organisées par les États membres de la SADC pour exprimer leur désapprobation des sanctions. sardc.net □

HONORER LES PERES FONDATEURS ET PRESERVER L'HISTOIRE DES REALISATIONS

Un musée de la SADC pour rendre hommage aux fondateurs

LA SADC prévoit de créer un musée pour honorer les hommes et les femmes qui ont nourri le rêve d'un avenir commun au sein d'une communauté régionale.

La construction d'un musée moderne fait partie d'un mécanisme approuvé par le 40e sommet de la SADC, qui s'est tenu en août 2020, pour préserver et rendre hommage à l'héritage des fondateurs de la SADC.

"Le musée sera considéré comme un guichet unique très utile pour archiver des artefacts et des documents sur les fondateurs et leur héritage", selon un document publié sur le site web de la SADC.

Le musée proposé "assurera la survie permanente du dossier historique des fondateurs de la SADC, de la lutte de libération de l'Afrique australe et des progrès réalisés dans l'intégration régionale, ainsi qu'une large accessibilité de ces informations au public".

Il rassemblera et présentera l'héritage des fondateurs à travers une collection de livres, d'objets, de souvenirs, d'insignes, de films, de musique et d'art.

Le musée sera construit sur un espace ouvert existant dans les locaux du secrétariat de la SADC à Gaborone, au Botswana.

D'autres activités proposées pour honorer l'héritage des fondateurs de la SADC comprennent la dénomination de lieux et de salles du secrétariat de la SADC et des bureaux satellites en fonction de certains des dirigeants qui ont formé l'organisation régionale.

Des initiatives similaires devraient avoir lieu dans les 16 États membres de la SADC où certains bâtiments publics tels que les bureaux du gouvernement et du parlement, les aéroports, les rues et les universités porteront le nom des fondateurs de la SADC.

Les leaders ou représentants de neuf pays (Angola, Botswana, Eswatini, Lesotho, Malawi, Mozambique, République-Unie de Tanzanie, Zambie et Zimbabwe) se sont réunis à Lusaka, en Zambie, le 1er avril 1980 pour créer la Conférence de coordination du développement de l'Afrique australe (SADCC), à la suite d'une série de consultations menées par les États de la ligne de front de l'époque et d'autres pays pour forger une alliance plus étroite.

La SADCC est devenue la SADC lors du 12e sommet historique de Windhoek, en Namibie, le 17 août 1992, qui a fait passer l'organisation du statut de conférence de coordination à celui de communauté. Cette date est désormais commémorée comme la journée de la SADC.

Cette génération de leaders visionnaires comprenait les présidents fondateurs du Botswana, de la Tanzanie et de la Zambie, respectivement Seretse Khama, Julius Nyerere et Kenneth Kaunda, qui ont retardé le développement économique de leur pays afin de garantir l'indépendance du reste de la région.

Ils ont formé le noyau dirigeant des États de la ligne de front, rejoints par Samora Machel et Agostinho Neto, puis Jose Eduardo dos Santos, après l'indépendance du Mozambique et de l'Angola.

Animée par le vif désir des fondateurs de la SADC de voir l'Afrique australe s'émanciper politiquement et se développer économiquement, la région a réalisé des progrès considérables en matière de coopération et d'intégration régionales.



Derrière à partir de la gauche : Dick Matenje, Malawi ; Robert Mugabe, Premier ministre désigné du Zimbabwe ; Très Honorable Prince Mabandla Dlamini, Premier ministre, Royaume d'Eswatini ; Mooki Vitus Molapo, ministre du commerce et du tourisme, Royaume du Lesotho. Devant de gauche à droite : S.E. Jose Eduardo dos Santos, Président de l'Angola ; S.E. Sir Seretse Khama, président fondateur du Botswana ; SE Dr Kenneth David Kaunda, président fondateur de la Zambie ; HE Samora Moises Machel, Président fondateur du Mozambique ; SE Mwalimu Julius K. Nyerere, président fondateur de la République-Unie de Tanzanie.

L'une des premières réalisations notables a été la solidarité dont la région a fait preuve en se faisant le champion de la campagne mondiale contre l'apartheid en Afrique du Sud.

L'aboutissement de cette pression a conduit à l'effondrement du système officiel d'apartheid, à l'indépendance de la Namibie en 1990 et à des élections démocratiques en Afrique du Sud en 1994. sardc.net □

Avancées significatives

GRÂCE À l'esprit de solidarité et à la vision commune dont ont fait preuve les fondateurs de la SADC il y a plus de quarante ans et d'autres qui ont suivi, la région a fait des progrès considérables.

Il s'agit notamment de la création d'une force régionale destinée à soutenir les États membres lorsque la situation en matière de paix et de sécurité dans un État membre ou dans la région est menacée.

La force en attente de la SADC a été lancée en 2007 et est devenue pleinement opérationnelle en 2017. Il s'agit d'une force de maintien de la paix multidisciplinaire composée d'éléments militaires, policiers et civils qui peuvent être déployés rapidement en réponse à une crise, sur la base d'un accord de disponibilité.

La Force en attente fait également partie de la Force en attente de l'Union africaine et sert à son tour dans la structure de commandement par rotation.

Le Centre régional de formation au maintien de la paix de la SADC (RPTC), basé à Harare, au Zimbabwe, soutient le travail de la Force en attente de la SADC en assurant la formation au maintien de la paix des composantes militaires, policières et civiles.

Créé en 2003, le RPTC de la SADC assure la formation des missions de soutien de la paix dans la région et des opérations conjointes avec d'autres parties de l'Afrique.

Sur le plan économique, d'importants progrès ont été réalisés dans l'intégration des économies des États membres.

"Si vous ne connaissez pas votre histoire, vous ne pouvez pas la faire."
Sir Seretse Khama, un des fondateurs de la SADC

DE LA SADC



Parmi les événements marquants,

citons le lancement historique de la zone de libre-échange de la SADC en 2008, qui a donné lieu à un programme progressif de réduction des droits de douane et a permis à plus de 85 % du commerce intra régional entre les États membres d'atteindre le statut de droits nuls. Cette démarche a été complétée par des efforts visant à ouvrir les frontières aux citoyens des autres États membres dans le but de faciliter la circulation des biens et des services, ainsi que la circulation des personnes dans la région.

Une autre activité complémentaire a été la décision de donner la priorité à l'industrialisation dans le programme de développement et d'intégration régionale.

La décision de prioriser l'industrialisation a été prise en 2014 après avoir passé en revue les efforts précédents pour accroître le commerce intra régional, qui ont été entravés par la faible capacité des États membres à produire des biens pour un commerce compétitif dans et hors de la région.

Cela a conduit à l'adoption de la stratégie et de la feuille de route pour l'industrialisation de la SADC 2015-2063, qui reconnaît le secteur privé comme un acteur majeur de l'industrialisation et de l'intégration régionale de la SADC.

L'une des aspirations des fondateurs de la SADC, contenue dans la déclaration de Lusaka adoptée lors du sommet inaugural de la SADCC en Zambie en 1980, était la nécessité d'une approche coordonnée du développement des infrastructures.

Cet objectif a fait l'objet d'une attention particulière qui a abouti à l'adoption du plan directeur de développement des infrastructures régionales de la SADC en 2012.

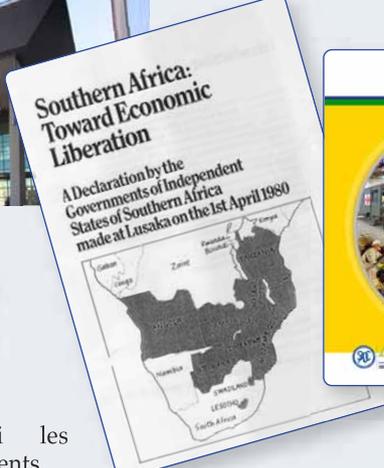
Le plan directeur a été élaboré en tenant compte du fait que le développement et l'entretien des infrastructures sont une priorité pour accélérer l'intégration et le développement économiques régionaux.

Cela inclut le concept de postes frontaliers à guichet unique comme élément clé de l'infrastructure de transport et de logistique afin de réduire les coûts de transaction pour le passage des frontières.

Parmi les autres étapes franchies depuis 1980 figurent la coopération dans les domaines de l'agriculture et de la sécurité alimentaire ainsi que la promotion de l'égalité des sexes dans la région.

L'histoire de ces réalisations dans la construction d'une communauté régionale est racontée dans une nouvelle publication, *Les 40 ans de la SADC : Renforcer la coopération et l'intégration régionales*, lancé par la SADC en juin 2021.

La publication est bien documentée et illustrée, produite pour la SADC par le Centre de recherche et de documentation d'Afrique australe (SARDC) au Zimbabwe dont les locaux sont nommés en l'honneur de son patron fondateur Julius K. Nyerere House. sardc.net □



Préserver et enseigner l'histoire régionale

LA LIBÉRATION de l'Afrique australe a été une réalisation majeure du 20^e siècle, car la fin de la domination coloniale et le démantèlement du régime d'apartheid ont eu des conséquences considérables, non seulement pour le continent, mais aussi pour le monde.

La reconquête de l'indépendance a permis à des millions de personnes de se libérer de l'oppression raciale institutionnalisée, de l'exploitation économique et de l'exclusion politique.

Aujourd'hui, les attentes des populations de la région sont présentées dans la vision de la SADC d'un "Avenir commun, un avenir au sein d'une communauté régionale qui assurera le bien-être économique, l'amélioration des niveaux et de la qualité de vie, la liberté et la justice sociale, ainsi que la paix et la sécurité pour les populations d'Afrique australe".

Cependant, à mesure que nous avançons, l'histoire est préservée pour être partagée avec les générations actuelles et futures.

Certaines des expériences de libération sont documentées dans le projet Hashim Mbita de la SADC sur les luttes de libération d'Afrique australe, un projet ambitieux mobilisé par le brigadier-général Hashim Mbita (décédé), qui était le parrain du projet.

Il a été le dernier secrétaire exécutif du Comité de libération créé par l'Organisation de l'unité africaine (OUA) en 1963 et opérationnel pendant 30 ans, de 1964 à 1994.

Le projet de recherche Hashim Mbita a reçu une approbation initiale lors du sommet de la SADC à Maurice en 2004 et a démarré en août 2005, après l'approbation finale du sommet de la SADC au Botswana, et a été entièrement financé par les États membres de la SADC.

L'unité de projet était basée en République-Unie de Tanzanie, à Dar es Salaam, avec des leaders de projet nationaux. Les rédacteurs étaient le professeur Arnold Tembe et le professeur Joel das Neves Tembe.

La publication en neuf volumes a été publiée en trois langues par le Secrétariat de la SADC avec les éditeurs tanzaniens respectés, Mkuki na Nyota, et lancée le 17 août 2014 lors du sommet de la SADC à Victoria Falls, au Zimbabwe.

L'objectif principal du projet était de documenter l'expérience de la libération de l'Afrique australe par la collecte, le catalogage et la compilation de textes et de données orales dans les États membres de la SADC et en dehors de la région.

Le Conseil des ministres de la SADC a pris la décision en 2018 d'inclure l'histoire de la libération de l'Afrique australe (SALH) dans le programme scolaire, confirmant une recommandation des ministres de l'éducation de la SADC, et a demandé aux ministres de l'éducation de rendre cette décision opérationnelle.

La feuille de route a été approuvée en 2021. La SADC, le SARDC et l'UNESCO ont commencé à produire des modules accessibles sur les dimensions régionales et les liens de cet héritage de la libération. Voir pages 10. □



ous ne savez pas où vous allez."

C et président fondateur de la République du Botswana



Faire connaître la SADC aux jeunes à travers l'histoire de la libération de l'Afrique australe

Enseigner et apprendre l'histoire de la libération

Les ministres de la SADC chargés de l'éducation et de la formation, de la science, de la technologie et de l'innovation ont organisé une réunion virtuelle le 16 juin 2021, au cours de laquelle ils ont approuvé la feuille de route pour l'intégration de l'histoire de la libération de l'Afrique australe (SALH) et de l'éducation à la citoyenneté mondiale (GCED) dans les programmes scolaires des États membres de la SADC, en demandant à l'UNESCO et à d'autres partenaires de soutenir le groupe de travail régional et les États membres à cet égard.

Ont participé à la réunion ministérielle les ministres de la SADC ou leurs représentants des pays suivants : Afrique du Sud, Angola, Botswana, Eswatini, Lesotho, Malawi, Maurice, Mozambique, Namibie, République démocratique du Congo, République-Unie de Tanzanie, Seychelles, Zambie et Zimbabwe.

Dans son allocution de bienvenue, le Dr Thembinkosi Mhlongo, secrétaire exécutif adjoint de la SADC chargé de l'intégration régionale, a souligné que la Vision 2050 de la SADC et le Plan indicatif régional de développement stratégique (RISDP) 2020-2030 considèrent l'éducation et la formation, la science, la technologie et l'innovation comme des éléments essentiels de l'intégration régionale, comme indiqué dans le pilier 3 sur le développement du capital social et humain et dans le pilier 1 sur le développement industriel et l'intégration des marchés.

Il a félicité les ministres de s'être réunis pour examiner et approuver des mesures de politique sectorielle clés en vue

de la réalisation de la vision de la SADC, à savoir "une région industrialisée pacifique, inclusive, compétitive, à revenu moyen à élevé, où tous les citoyens jouissent d'un bien-être économique durable, de la justice et de la liberté".

Le Conseil des ministres de la SADC avait approuvé l'inclusion du SALH dans le programme scolaire en août 2017 et demandé aux ministres de l'éducation de rendre cette décision opérationnelle pour permettre à la jeune génération de connaître l'héritage de la libération et de faire progresser la cohésion sociale dans la région.

Un examen du programme d'études a été mené par le secrétariat de la SADC et le bureau régional de l'UNESCO pour l'Afrique australe avec les États membres de la SADC. L'initiative vise à soutenir les États membres dans leurs efforts pour permettre aux apprenants d'apprécier et de comprendre l'héritage, la solidarité et les liens régionaux partagés.

L'examen du programme d'enseignement de l'histoire de la libération dans les États membres de la SADC, entrepris par l'Université de Namibie, a révélé la nécessité de renforcer les capacités à cet égard et de produire des documents pertinents.

La SADC a déjà commencé à produire des ressources documentaires à cette fin, en partenariat avec l'UNESCO et le Centre de recherche et de documentation d'Afrique australe (SARDC), à la suite d'une réunion d'experts en histoire régionale en 2018.

La réunion des experts en histoire a discuté d'idées et de méthodes à cette fin, notamment l'utilisation de modules comportant des éléments de messages écrits, visuels et courts.



La production de modules a commencé dans le cadre d'un programme sur les dimensions régionales et les liens entre les mouvements de libération nationale dans la région de la SADC.

Chaque module comprend une courte vidéo, un manuel bien illustré pour la presse écrite et en ligne, et des messages sur les médias sociaux.

Le module 1 a été achevé avec ses trois composants sous le titre "La jeunesse dans la lutte de libération et au-delà" et a été diffusé sur les médias sociaux pendant plus d'un an en tant qu'initiative pilote, avec un nombre important de participants, ce qui indique le vif intérêt de la génération actuelle de jeunes.

Elle est accessible sur le site de l'Unesco www.unesco.org et sur le site de SARDC www.sardc.net et a également été mise en ligne dans certains États membres par le ministère de l'enseignement supérieur, des sciences, de la technologie et de l'innovation.

La vidéo du module 1 a été présentée au Conseil des ministres de la SADC en août 2019 et a été bien accueillie.

Le module 2 sur *l'enseignement et l'apprentissage de l'histoire de la libération* est en cours de production, la plupart des composants étant terminés, et sera bientôt mis en ligne. Un lancement de ces publications est prévu prochainement.

Une publication connexe sur la cartographie des archives du patrimoine dans les États membres de la SADC devrait être lancée en même temps sous



le titre "Préserver la mémoire de la libération africaine par l'accès aux archives du patrimoine".

Il s'agit du premier rapport sur ce sujet, qui couvre neuf États membres de la SADC. Les sept autres pays seront couverts par le deuxième rapport attendu cette année. sardc.net □



Un concours de rédaction pour faire connaître la SADC aux jeunes

LES JEUNES constituent la majorité de la population de la SADC et sont essentiels pour faire progresser l'intégration régionale dans le futur.

Le secrétariat de la SADC invite les jeunes à réfléchir à la manière dont la région peut promouvoir une intégration plus profonde et défendre les idéaux des fondateurs de la SADC au profit des générations futures.

Cette génération de leaders visionnaires a formé les États de la ligne de front qui ont créé la Conférence de coordination du développement de l'Afrique australe (SADCC), qui s'est ensuite transformée en une communauté régionale, la Communauté de développement de l'Afrique australe (SADC). (Voir pages 8-9)

À cet égard, le Conseil des ministres de la SADC, réuni en août 2020, a approuvé l'initiative visant à reconnaître et à honorer

Le 11 octobre 2021, le secrétariat de la SADC a lancé un nouveau concours de rédaction, le concours de rédaction des institutions tertiaires de la SADC,

destiné aux jeunes des institutions tertiaires des 16 États membres de la SADC.

L'initiative permet de reconnaître et de faire connaître les fondateurs de la SADC, et de sensibiliser au rôle central joué par les fondateurs de la SADC dans la poursuite d'un programme d'intégration régionale.

Le Secrétariat appelle les jeunes des établissements d'enseignement supérieur à rédiger un essai sur l'histoire de la libération de l'Afrique australe, la coopération régionale et l'intégration régionale.

Le thème du concours de rédaction destiné aux jeunes des établissements d'enseignement supérieur est le suivant : "Comment préserver au mieux l'héritage des pères fondateurs pour les générations futures ?"

"Le Secrétariat de la SADC lance un appel à soumission d'essais de la part d'apprenants actifs dans des établissements d'enseignement supérieur. La formulation du document de réflexion et son contenu

devraient viser à promouvoir le rôle joué par les fondateurs de la SADC en tenant compte de la paix et de la sécurité qui prévalent et qui contribuent aux objectifs et au programme commun de la SADC", peut-on lire dans la déclaration publiée par le Secrétariat.

Les étudiants doivent soumettre leurs candidatures à leurs ministères de l'éducation respectifs avant le 10 janvier 2022. Les lauréats seront annoncés lors du 42e sommet des chefs d'État et de gouvernement de la SADC, prévu en août 2022 en République démocratique du Congo.

D'autres concours annuels sont en cours pour les élèves de l'enseignement secondaire et les médias (voir encadrés). □

Prix des médias de la SADC

LES MÉDIAS sont un secteur crucial dans la matrice d'intégration régionale de la SADC, car les journalistes peuvent recueillir et analyser les avantages de l'appartenance à une communauté partagée en Afrique australe.

Afin de reconnaître le rôle des médias dans la diffusion de l'information sur le développement régional et de soutenir le processus d'intégration régionale, les Prix des Médias de la SADC ont été créés en 1996. Organisés chaque année, ces prix récompensent les journalistes qui se seraient distingués au cours de l'année écoulée en mettant en lumière les succès, les défis et les évolutions de la région.

Les prix des médias de la SADC sont ouverts aux journalistes de tous les États membres de la SADC et sont décernés dans quatre catégories : photojournalisme, journalisme de presse écrite, journalisme de radio et journalisme de télévision.

Les lauréats du premier prix reçoivent une récompense monétaire et des certificats signés par le président de la SADC, remis lors du sommet annuel des chefs d'État et de gouvernement de la SADC en août de chaque année. □

Concours de rédaction pour les écoles secondaires de la SADC 2021-2022

"Comment la SADC peut-elle stimuler les capacités productives dans le cadre de la pandémie de la COVID-19?"

LE CONCOURS de dissertation de la SADC pour les écoles secondaires est organisé chaque année et est ouvert aux élèves des écoles secondaires des 16 États membres de la SADC.

Chaque année, les élèves de l'enseignement secondaire se voient attribuer un sujet sur lequel ils doivent rédiger un essai. Le thème du concours de dissertation 2020-2021 pour les écoles secondaires de la SADC était "Comment la SADC a-t-elle contribué à la paix et à la sécurité de la région au cours des 40 dernières années et comment la SADC peut-elle consolider la paix à l'avenir ?"

Le sujet est principalement dérivé du thème de la SADC de cette année particulière. En 2020/21, le thème de la SADC était "la SADC : : 40 ans à construire la paix et la sécurité, à promouvoir le développement et la résilience face aux défis mondiaux".

Les lauréats sont reconnus et officiellement annoncés lors du sommet des chefs d'État et de gouvernement de la SADC, qui se tient généralement en août de chaque année.

Le thème pour 2022 a été annoncé par le secrétariat de la SADC à la mi-octobre 2021, comme indiqué en haut de cet article. □





Logistique de la force en attente de la SADC

par Clarkson Mambo

LE DÉPÔT logistique régional de la Force en attente de la SADC est en passe d'atteindre sa pleine capacité opérationnelle d'ici 2026.

Cela fait suite à la signature d'un accord par le Botswana pour accueillir le dépôt logistique régional (RLD).

Le dépôt est situé dans le village de Rasesa, près de Mochudi, au Botswana, et abritera des équipements à usage général destinés aux composantes policière, militaire et civile de la force en attente de la SADC.

Le Botswana a proposé d'accueillir le dépôt et a depuis mis à disposition 19 hectares de terrain pour sa construction.

Lors de la cérémonie de signature, le ministre botswanais de la défense, de la justice et de la sécurité, M. Kagiso Thomas Mmusi, accompagné de son homologue du ministère des affaires internationales et de la coopération, M. Lemogang Kwape, a déclaré que le Botswana s'engageait à faire en sorte que le dépôt remplisse sa mission avec succès.

Le ministre a déclaré qu'une fois achevé, le dépôt garantira une capacité de déploiement rapide de la force en attente de la SADC, ce qui permettra à la SADC d'agir rapidement pour sauver des vies et empêcher l'escalade des crises.

"Le Botswana s'est engagé à faire en sorte que la SADC ait la capacité de maintenir la paix et la sécurité dans la région", a-t-il déclaré, ajoutant que le pays s'acquittera de toutes les obligations décrites dans l'accord afin de garantir que l'installation soit pleinement opérationnelle.

Mmusi a déclaré que le récent déploiement des forces de la SADC dans le nord du Mozambique a démontré que le dépôt est un besoin essentiel pour la SADC afin d'atténuer et de faire face à toute instabilité ou défi de sécurité dans la région.

Le secrétaire exécutif de la SADC, Elias Magosi, a félicité le Botswana, en tant qu'État membre de la SADC, d'avoir signé l'accord et d'avoir accueilli le dépôt logistique régional, affirmant que cela montre l'engagement du pays à approfondir l'intégration dans la région.

Il a précisé que le dépôt est construit en plusieurs phases

pour un coût total estimé à 45 millions de dollars et qu'il devrait être pleinement opérationnel d'ici 2026.

La première phase a consisté à débroussailler et à clôturer, et s'est achevée en octobre 2018.

La phase deux implique d'importants travaux de construction, notamment la conception et la construction des bâtiments et des infrastructures de soutien.

Le dépôt fait partie de la force en attente de la SADC, qui soutient les opérations de paix régionales conformément au cadre politique de la force en attente de l'Union africaine.

La création d'un dépôt logistique régional a été proposée par les ministres de la défense de la SADC en 2006, et la force en attente de la SADC a été officiellement lancée lors du 27^e sommet de la SADC qui s'est tenu à Lusaka, en Zambie, en août 2007.

Les États membres de la SADC ont démontré leur engagement à assurer l'achèvement du dépôt en apportant un total de 10 millions de dollars US comme capital de départ, tandis que l'Union africaine a accepté d'aider la SADC à trouver les fonds restants pour la construction du dépôt. □

Un envoyé spécial déployé à Eswatini

LA SADC a déployé un envoyé spécial au Royaume d'Eswatini pour trouver des solutions durables à la situation politique instable dans ce pays.

Eswatini a sombré dans la tourmente politique en juin lorsque des manifestants se sont violemment affrontés à la police et aux forces de sécurité.

Les troubles ont entraîné la destruction de nombreux biens et des blessures.

Malgré un retour temporaire à la normale, la situation s'est à nouveau aggravée fin juillet et début octobre, ce qui a poussé le président de l'Organe de coopération en matière de politique, de défense et de sécurité, le président sud-africain Cyril Ramaphosa, à intervenir.

"Suite à l'escalade des troubles civils au Royaume d'Eswatini, en tant que

président de l'Organe, j'ai déployé Jeff Radebe, ancien ministre du bureau du président, en tant que mon envoyé spécial, soutenu par des représentants de la Namibie et du Botswana, respectivement président entrant et sortant de l'Organe, assistés par le secrétariat de la SADC, à Eswatini les 21 et 22 octobre", a déclaré Ramaphosa dans un communiqué.

Le président Ramaphosa a déclaré que l'envoyé spécial a rencontré les parties prenantes concernées à Eswatini, qui ont convenu de la nécessité d'organiser un dialogue national pour relever les défis auxquels le pays est actuellement confronté.

"Étant donné que Sa Majesté le roi Mswati III a accepté la nécessité d'un dialogue national, comme l'a annoncé l'Indvuna

Yeluludzidzini, au nom de Sa Majesté, c'est dans ce contexte et ce développement que je lance un appel au calme, à la retenue, au respect de l'État de droit et des droits de l'homme de toutes les parties pour permettre au processus de commencer", a déclaré M. Ramaphosa.

Il a déclaré que la SADC reste engagée "à soutenir le peuple et le gouvernement d'Eswatini dans la réalisation de solutions pratiques et durables pour permettre à la paix de régner dans le pays".

Les manifestants d'Eswatini réclament des réformes constitutionnelles et la levée de l'interdiction des partis d'opposition, certains souhaitant la fin de la monarchie.

Le Royaume d'Eswatini est la dernière monarchie absolue d'Afrique. □



Prolongation du mandat de la mission de la SADC au Mozambique

LA SADC est pleinement engagée à soutenir le Mozambique dans la lutte contre l'instabilité dans la partie nord du pays.

Le sommet extraordinaire de la troïka de l'Organe de la SADC plus le Mozambique s'est réuni le 5 septembre en Afrique du Sud et a convenu de prolonger la mission militaire régionale au Mozambique au-delà des trois mois initiaux.

La mission de la SADC au Mozambique (SAMIM) a été déployée le 9 juillet suite à une décision du sommet de la SADC qui s'est tenu en juin à Maputo, et son mandat devait prendre fin le 15 octobre.

La troïka de l'Organe a prolongé la mission de trois mois supplémentaires.

"Le sommet a approuvé la prolongation de la SAMIM pour poursuivre les opérations offensives contre les terroristes et les extrémistes violents afin de consolider la stabilité de la sécurité et de créer un environnement propice à la réinstallation de la population et de faciliter les opérations d'aide humanitaire et le développement durable", peut-on lire dans une partie du communiqué publié peu après le sommet extraordinaire de la Troïka de l'Organe plus Mozambique.

La Troïka de l'Organe a "félicité les dirigeants de la SAMIM et leurs troupes pour les résultats remarquables obtenus depuis le déploiement de la mission en juillet", et a également "félicité les États membres qui ont fourni du personnel, du matériel et des ressources financières pour le déploiement de la SAMIM afin de soutenir le Mozambique dans sa lutte contre les actes de terrorisme et d'extrémisme violent".

Le nord du Mozambique a connu une augmentation des actes d'extrémisme, de terrorisme et d'insurrection, ce qui a suscité une réaction régionale de la SADC en raison des menaces

potentielles pour la paix dans la région.

Selon les Nations unies, plus de 3 000 personnes ont été tuées tandis que 800 000 ont été déplacées depuis le début de l'insurrection en 2017.

S'exprimant lors du sommet extraordinaire, le président sud-africain Cyril Ramaphosa, qui préside actuellement la Troïka de l'Organe, a déclaré qu'il était essentiel que la région aborde collectivement les questions de paix et de sécurité.

"Bien que la situation politique et sécuritaire dans la région de la SADC soit relativement pacifique et stable, la région a connu et continue de connaître son lot de défis en matière de paix et de sécurité", a déclaré le président Ramaphosa.

"Par conséquent, le travail de l'Organe de la SADC sur la politique, la défense et la sécurité, dont l'objectif principal est de promouvoir la paix et la sécurité dans la région, est vital."

Il a déclaré que les problèmes de sécurité dans le nord du Mozambique, s'ils ne sont pas traités collectivement, "peuvent potentiellement menacer la stabilité de la région."

Le nouveau secrétaire exécutif de la SADC, Elias Magosi, a abondé dans ce sens en déclarant que la paix et la sécurité sont les pierres angulaires de la réalisation du développement socio-économique de la région, de l'éradication de la pauvreté et de l'intégration régionale, dans le cadre de la Vision 2050, comme le permet le plan indicatif régional de développement stratégique (2020-2030).

"Je suis heureux d'annoncer que, depuis son déploiement, la mission a enregistré des progrès considérables, la vie revenant à la normale dans certaines parties de la région", a déclaré M. Magosi.

"C'est louable, grâce au travail des forces de la SADC sur le terrain".

Dans sa mise à jour de septembre, la SAMIM a déclaré



avoir libéré plusieurs villes clés qui avaient été capturées par les insurgés.

La SAMIM a également effectué un raid et détruit une base d'Ahlu Sunna Wa-Jama (AWSJ) et a récupéré des véhicules, des armes et des documents.

L'AWSJ a revendiqué la responsabilité de certaines des attaques perpétrées à Cabo Delgado.

S'exprimant à l'issue du sommet extraordinaire, le président du Mozambique, Felipe Nyusi, a déclaré que la prolongation de l'intervention militaire permettrait "d'assurer le nettoyage complet des zones libérées des terroristes et d'établir la sécurité, certains territoires étant occupés depuis plus d'un an".

Le centre humanitaire régional sera bientôt opérationnel

DES PROGRES concrets sont accomplis pour rendre opérationnel le Centre d'aide humanitaire et d'urgence de la SADC (SHOC), qui sera hébergé par le Mozambique.

Theminkosi Mhlongo, secrétaire exécutif adjoint de la SADC chargé de l'intégration régionale, a déclaré le 10 septembre que la région restait déterminée à mettre en œuvre la décision du 40e sommet des chefs d'État et de gouvernement de la SADC de créer le SHOC.

La présence continue de l'armée régionale permettrait également la reconstruction des infrastructures et le retour en toute sécurité des personnes déplacées.

Le vice-président de la Troïka de l'Organe, le président namibien Hage Geingob et le président précédent, le président botswanais Mokgweetsi Masisi, ainsi que le président Nyusi ont assisté au sommet extraordinaire.

La Troïka de l'Organe de la SADC est chargée de promouvoir la paix et la sécurité dans la région de la SADC. Elle est coordonnée au niveau du Sommet et rend compte au Sommet de la SADC.

La structure, les opérations et les fonctions de l'Organe sont établies par le Protocole sur la politique, la défense et la coopération en matière de sécurité. sardc.net □

Il a déclaré que la SADC était reconnaissante au gouvernement du Mozambique d'avoir offert un terrain pour accueillir le centre.

Le président mozambicain Filipe Jacinto Nyusi a inauguré le site du SHOC en juin. Une fois opérationnel, le centre coordonnera les efforts humanitaires régionaux en matière de catastrophes naturelles, qui se multiplient et touchent tous les États membres. □



L'Afrique du Sud se prépare aux élections municipales

par Clarkson Mambo

L'AFRIQUE DU sud tiendra ses élections locales le 1er novembre pour choisir les représentants des conseils dans chacune des neuf provinces du pays.

Les élections municipales, qui seront les sixièmes depuis la fin du système d'apartheid en 1994, donneront une fois de plus une bonne indication de la manière dont les partis en lice se comporteront lors des élections générales prévues pour 2024.

Si le délai entre aujourd'hui et 2024 est encore important, les résultats auront un impact sur la façon dont les partis politiques se préparent et se comportent lors des prochaines élections générales.

Selon la Commission électorale indépendante (CEI), un nombre record de 325 partis se sont inscrits pour briguer les 10 478 sièges dans les 257 municipalités, mais seuls deux d'entre eux présenteront des candidats dans toutes les zones à disputer.

Les deux sont le Congrès national africain (ANC) et le principal parti d'opposition, l'Alliance démocratique (DA). La CEI a déclaré qu'un total de 26,2 millions de personnes se sont inscrites pour voter aux élections des gouvernements locaux.

L'administration locale en Afrique du Sud est constituée de municipalités de différents types - huit municipalités métropolitaines, 44 municipalités de district, chacune d'entre elles étant composée de 205 municipalités locales.

À cet égard, les conseils des municipalités métropolitaines et locales sont élus selon un système de représentation proportionnelle mixte, dans lequel la moitié des sièges de chaque municipalité est élue au scrutin majoritaire à un tour dans des circonscriptions uninominales.

L'autre moitié des sièges est attribuée selon le système de la



représentation proportionnelle (RP).

Lors des dernières élections municipales qui se sont tenues en 2016, l'ANC au pouvoir a remporté 54 % du total des voix contre 26,9 % pour l'Alliance démocratique (DA) et 10 % pour les Combattants pour la liberté économique (EFF).

Les élections de 2016 ont vu l'ANC enregistrer le pire revers électoral de son histoire, perdant sa domination dans cinq des six plus grandes villes, dont Johannesburg et Pretoria.

Ce revers est apparu clairement lors des élections générales organisées en 2019, lorsque l'ANC a obtenu 58 % des voix au niveau national, contre 62,1 % en 2014, ce qui a poussé le leader de l'ANC, le président Cyril Ramaphosa, à déclarer : " Nous avons appris notre leçon ", en référence à une marge réduite, la plus faible marge de victoire enregistrée par le parti au pouvoir depuis la fin du système d'apartheid en 1994.

Les élections locales en Afrique du Sud se dérouleront comme prévu en novembre, à la suite d'une décision de justice qui a rejeté une requête de la CEI visant à reporter les scrutins à 2022.

En août, la CEI avait demandé un report du scrutin à l'année prochaine, arguant que les élections ne seraient pas libres et équitables en raison de la pandémie de la COVID-19 en cours qui a entraîné diverses restrictions.

L'Afrique du Sud a été le pays d'Afrique le plus durement touché par la COVID-19, c'est pourquoi la CEI a demandé un report afin de laisser plus de temps aux électeurs pour se faire vacciner.

Cependant, le 3 septembre, la Cour constitutionnelle a rejeté la requête de la CEI et a ordonné à la Commission de veiller à ce qu'un processus électoral libre et équitable, s'efforçant d'être sûr dans les limites des contraintes occasionnées par la pandémie de la COVID-19 qui prévaut, ait lieu.

"La Commission appelle tous les acteurs, en particulier

les partis politiques, à coopérer pour garantir que les élections se déroulent dans un environnement calme où les électeurs peuvent exercer leur droit de vote et faire leur choix sans entraves excessives", a déclaré la CEI aux parties prenantes dans sa conformité avec l'arrêt de la Cour constitutionnelle.

La plupart des partis ont mené des campagnes de porte-à-porte, les grands rassemblements étant limités par la loi de la COVID-19. Les campagnes ont été généralement pacifiques dans les municipalités locales. □

Les parties sont convaincues d'un bon spectacle

LA CAMPAGNE électorale pour les élections municipales du 1er novembre en Afrique du Sud a vu les principaux partis politiques chercher à se surpasser dans la course aux votes.

Au cœur des campagnes se trouvent des promesses sur la manière dont ils entendent relever les défis de la corruption, de la prestation de services et de l'inégalité.

"Nous vous promettons, à vous, le peuple d'Afrique du Sud, que nous ferons mieux, beaucoup mieux que ce que nous avons fait dans le passé", a déclaré le président Ramaphosa, qui est le leader de l'ANC.

"C'est un engagement, et c'est ce que nous nous consacrons à vous tous. Nous n'avons pas toujours fait le

meilleur de ce que nous étions censés faire."

Le leader de la principale opposition, la DA, John Steenhuisen, s'est fait l'écho des mêmes sentiments, en déclarant que "dans chaque communauté, un gouvernement de la DA se concentrera d'abord sur la mise en place des éléments de base, comme base pour attirer les investissements et les emplois pour tous".

Julius Malema, de l'EFF, a également déclaré que son parti tiendrait ses promesses électorales s'il était élu au pouvoir.

"Nous sommes ici pour rappeler aux gens les souffrances qu'ils ont endurées et qu'ils peuvent y mettre fin le 1er novembre", a-t-il déclaré. □

L'AFRIQUE
AUSTRALE AUJOURD'HUI

LA SADC AUJOURD'HUI Vol. 23 No 6 Octobre 2021

**SSADC AUJOURD'HUI**

est produit en tant que source de référence des activités et opportunités dans la Communauté pour le Développement de l'Afrique Australe, et en tant que guide à l'attention des responsables politiques à tous les niveaux du gouvernement national et régional.

Communauté pour le Développement de l'Afrique Australe

SADC Secretariat, SADC House, Private Bag 0095,
Gaborone, Botswana
Tel +267 395 1863 Fax +267 397 2848/318 1070
E-mail registry@sadc.int Website www.sadc.int

SADC AUJOURD'HUI est publié six fois par an par le Centre de Documentation et de Recherche de l'Afrique Australe (SARDC) pour le Secrétariat de la SADC à Gaborone, Botswana, en tant que source de connaissance fiable sur le développement régional. Les articles peuvent être librement reproduits par les médias et autres, selon l'attribution.

RÉDACTEUR

Munetsi Madakufamba

TRADUCTEUR

Chris Kambayi

COMITÉ DE RÉDACTION

Joseph Ngwawi, Kizito Sikuka, Eglina Tauya, Neto Nengomasha,
Phyllis Johnson, Nyarai Kampilipili, Raymond Ndhlovu, Anesu Ngadya

S/LAFRIQUE AUSTRALE AUJOURD'HUI est soutenue par l'Agence de Développement Autrichienne, en soutien au Groupe Thématique SADC Énergie des Partenaires Internationaux de Coopération co-présidé par l'Autriche.

© SADC, SARDC, 2021

SADC AUJOURD'HUI reçoit les contributions de particuliers et d'organisations au sein de la SADC, sous forme d'articles, photographies, fiches d'informations et commentaires et autres articles pertinents provenant de l'extérieur de la région. Les éditeurs se réservent le droit de sélectionner ou rejeter les informations et d'éditer en fonction de l'espace disponible. Le contenu ne reflète pas nécessairement les positions et opinions officielles de la SADC ou du SARDC.

SADC AUJOURD'HUI est publié en anglais, portugais et français, et est également disponible en version électronique à www.sardc.net. Connaissance pour le Développement, lié à www.sadc.int

CONCEPT & MISE EN PAGE

Tonely Ngwenya

PHOTOS ET ILLUSTRATIONS

P1 International Finance Corporation, Nature, africa-press.net, sadc.int, ITV;
P2 sadc.int; P4 The Borgen Project, iStock, Dhahabu, KPMG International;
P5 dreamstime.com, Vox, worldvision.org, News24, nationalgeographic.org;
P6 UNAIDS, Anadolu Agency, The World Economic Forum, comesa.int;
P7 news.cn, nehandaradio.com, thestar.com;
P8 sadc.int; P9 sadc.int, SARDC, defenceweb.co.za; P10 SARDC
P11 dut.ac.za, sabcnews.com, article19.org;
P12 Daily Maverick.jpg, sadc.int, facebook; P13 africapress, News24;
P14 news24.com, mg.co.za; P16 zambianeye, SARDC

Abonnez-vous aujourd'hui

SADC AUJOURD'HUI est disponible moyennant un tarif d'abonnement annuel pour six numéros par an: le tarif est de US\$55 en dehors du continent africain, y compris les frais d'affranchissement; US\$40 pour le reste de l'Afrique; et US\$30 pour la région de la SADC. Votre abonnement vous permettra de recevoir le bulletin d'information par avion ou courrier électronique. Pour plus de détails, veuillez contacter le Rédacteur.

Les correspondances concernant cette édition doivent être adressées au:

Courriel: sadctoday@sardc.net**Centre de Documentation et de Recherche de l'Afrique Australe (SARDC)**

Julius K. Nyerere House, 15 Downie Avenue, Belgavia, Harare, Zimbabwe
Tel +263 242 791 141

www.sardc.net

Knowledge for Development



sardc.net



@sardc.net

Austrian
Development Cooperation

Ce document est produit par la SARDC dans le cadre d'un projet réalisé avec le financement de l'Agence autrichienne de développement (AAD)/la Corporation Autrichienne de Développement (CAD). La responsabilité du contenu de cette publication incombe entièrement aux auteurs. L'information et l'analyse ne reflètent pas l'opinion officielle de l'Agence autrichienne de développement/la Corporation Autrichienne de Développement.



Octobre - Décembre 2021

Octobre

13 – 15, Virtual

Réunion du Groupe Thématique sur l'Énergie de la SADC

Le groupe thématique sur l'énergie est une réunion de coordination de la SADC et de ses organisations subsidiaires avec des partenaires internationaux de coopération et des experts pour examiner la situation énergétique dans la région.

25, SADC

Journée de solidarité de la SADC contre les sanctions à l'encontre du Zimbabwe

Une journée de solidarité contre les sanctions imposées au Zimbabwe par le Congrès américain. Les États membres de la SADC exprimeront collectivement leur désapprobation des sanctions par le biais de diverses activités et fonctions.

Novembre31 Oct –
12 Nov, UK**UNFCCC COP 26**

La 26e session de la Conférence des parties (COP) à la Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques (CCNUCC) réunira les leaders mondiaux afin de poursuivre les négociations en vue d'un consensus mondial sur la lutte contre les effets du changement climatique.

15, SADC

Journée du Paludisme de la SADC

La commémoration annuelle a pour but d'accroître la sensibilisation au paludisme et de mobiliser la communauté pour qu'elle participe aux programmes de lutte contre le paludisme. Le thème de cette année est "L'implication de la communauté est la clé pour atteindre le paludisme zéro", avec un slogan "ensemble, nous pouvons vaincre le paludisme".

1– 4, Rwanda

Conférence sur la politique foncière en Afrique

Il s'agit d'un événement de discussions politiques et d'apprentissage dont l'objectif est d'approfondir la capacité de la politique foncière en Afrique par un meilleur accès aux connaissances et aux informations sur le développement et la mise en œuvre de la politique foncière.

25 Nov –
10 Dec, Mondial**16 jours d'activisme contre la violence basée sur le genre**

La campagne mondiale annuelle contre la violence à l'égard des femmes et des enfants vise à sensibiliser à l'impact négatif de la violence et des abus sur les femmes et les enfants et à mettre fin à cet abus.

Décembre

1, Mondial

Journée Mondiale du SIDA

La commémoration de la Journée mondiale du SIDA 2021 est l'occasion de reconnaître le rôle essentiel que les communautés ont joué et continue à jouer dans la riposte au sida aux niveaux international, national et local. Le thème de la commémoration de 2021 est "Mettre fin à l'épidémie de VIH" : Accès équitable, voix de chacun".

2 – 4,
Cape Verde**Conférence économique africaine**

Le thème de la Conférence économique africaine de 2021, "Financer le développement de l'Afrique après la COVID-19", vise à réunir diverses parties prenantes, notamment des décideurs politiques, le secteur privé et des chercheurs, afin d'examiner les moyens d'élargir durablement les sources de financement du développement de l'Afrique.

ZAMBIE JOURNÉE DE L'INDÉPENDANCE



24 Octobre 1964

Tiende Pamodzi

La musique a été une passion de toute une vie pour Kenneth Kaunda, depuis l'époque où il était adolescent à Chinsali et où il a découvert la guitare, et il lui arrive de prendre sa guitare pour chanter. Lors de ses missions solitaires de mobilisation en faveur de l'indépendance, ce jeune homme longiligne à la coupe Zonk parcourait de longues distances avec une guitare en bandoulière. Il tenait des réunions et chantait à son public ses propres compositions. Lorsqu'il accédait au pouvoir, il était courant de le voir gratter sa guitare, chanter une chanson patriotique ou une chanson d'amour dédiée à sa femme, feu Betty Kaunda.



zambianeye

Le feu leader zambien qualifiait sa philosophie d'"humanisme", une approche centrée sur l'être humain et ancrée dans l'ubuntu. Le leadership et le peuple de la Zambie indépendante ont accueilli des réfugiés et des exilés des pays voisins, ainsi que des jeunes en quête d'éducation ou d'entraînement militaire pour libérer leur pays, notamment d'Angola, de Namibie et de l'Afrique du Sud de l'apartheid, mais aussi du Mozambique et du Zimbabwe.

Les leaders et les cadres de tous les mouvements de libération d'Afrique australe sont passés par la Zambie ou y ont vécu, et certains y ont suivi une formation militaire, bien que celle-ci se soit généralement déroulée au-delà des frontières de la Zambie, en Tanzanie ou au Mozambique, en raison de la vulnérabilité de la frontière commune du pays avec la Rhodésie du Sud (Zimbabwe) jusqu'en 1980.

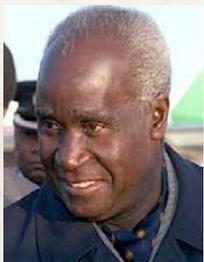
Le président fondateur de la Zambie, le Dr Kenneth David Kaunda, est décédé le 17 juin 2021 à l'âge de 97 ans après avoir accompli toute sa vie. Sa mort a privé l'Afrique d'un fervent défenseur de l'unité et d'une intégration économique plus poussée.

Kaunda, plus connu sous le nom de KK, était un fervent défenseur de l'unité africaine et d'une intégration régionale plus poussée. Il a accueilli la réunion des leaders africains qui ont approuvé la déclaration de Lusaka en 1969, laquelle énonçait l'engagement de l'Afrique envers les principes fondamentaux de la liberté et de l'indépendance.

Il a ensuite accueilli huit autres pays indépendants lors d'un sommet historique à Lusaka le 1er avril 1980 qui a lancé la Conférence de coordination du développement de l'Afrique australe (SADCC), aujourd'hui Communauté de développement de l'Afrique australe (SADC), avec la déclaration Afrique australe : Vers la Libération Économique.

Tiyende Pamodzi ndim'tima umo signifie, "Ayons un seul cœur, un seul esprit, nous travaillons ensemble pour que nous puissions nous développer."

Si vous avez des opinions différentes, vous ne pouvez pas atteindre les bons objectifs."



Le chemin de fer Tanzanie-Zambie (TAZARA), une arme de liberté ...

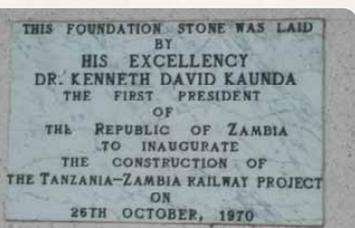
Ce chemin de fer a trois contributions majeures à apporter au développement des Africains et du tiers monde.

Tout d'abord, il constitue une voie d'accès vitale à la mer pour la Zambie, à travers ses régions du nord-est ; et elle relie des régions importantes et sous-développées de la Tanzanie, notamment toute la vallée du bassin de Rufiji, au port de Dar es Salaam et au reste du pays.

Deuxièmement, ce chemin de fer apportera une contribution essentielle à l'unité africaine. Il facilitera grandement les échanges entre nos deux pays, et à terme, entre l'Afrique orientale et australe dans son ensemble. Il renforcera donc la politique de promotion du commerce inter-Tiers Monde, et augmentera notre liberté face à l'exploitation néocoloniale.

Troisièmement, le chemin de fer aidera simultanément, et automatiquement, les peuples de cette partie de l'Afrique à jouer leur rôle dans la lutte pour la libération de l'Afrique. En effet, cela renforcera nos deux pays, et la Tanzanie et la Zambie sont toutes deux déterminées à utiliser leur force pour soutenir la libération totale de notre continent. La lutte pour la liberté en Afrique australe ne date pas d'hier.

Cinq pays étaient concernés ; deux d'entre eux sont désormais libres, trois doivent encore être libérés. Ce chemin de fer, dont nous célébrons aujourd'hui l'achèvement, n'est pas sans lien avec la lutte de libération de l'Afrique australe ; c'est une arme de liberté, pour la Zambie et pour la Tanzanie, et donc pour le Zimbabwe, la Namibie et l'Afrique du Sud".



Le chemin de fer a été achevé et réceptionné le 14 juillet 1976. Mwalimu Julius Nyerere s'est exprimé lors de la remise officielle à Kapiiri Mposhi en Zambie. Le chemin de fer relie la ceinture minérale de la Zambie au port de Dar es Salaam en Tanzanie.

JOURS FERIES DANS LA SADC

Octobre - Décembre 2021

4 Octobre	Journée de l'Indépendance	Lesotho
	Journée de la paix et de la réconciliation	Mozambique
8 Octobre	Anniversaire du prophète	Comoros
	Journée Maulid	Tanzania
14 Octobre	Journée Mwalimu Nyerere	Tanzania
15 Octobre	La Fête des Mères	Malawi
18 Octobre	Journée Nationale de la Prière	Zambia
24 Octobre	Journée de l'Indépendance	Zambia
1 Novembre	Toussaint	Madagascar, Mauriti- us, Seychelles
2 Novembre	Arrivée des ouvriers sous contrat Toussaint	Mauriti- us, Angola
4 Novembre	Diwali (Festival de la Lumière)	Mauriti- us
11 Novembre	Journée de l'Indépendance	Angola
8 Décembre	Immaculée Conception	Seychelles
9 Décembre	Journée de l'Indépendance	Tanzania
10 Décembre	Journée Internationale des Droits de l'Homme	Namibia
16 Décembre	Journée de Réconciliation	South Africa
22 Décembre	Journée Nationale de l'Unité Journée de l'Incwala	Zimbabwe Eswatini
25 Décembre	Jour de Noël	All SADC except Angola and Mozambique
	Journée de la Famille	Angola, Mozambique
26 Décembre	Boxing Day	Botswana, Lesotho, Malawi, Eswatini, Tanzania, Zimbabwe
	Journée de la Famille	Namibia
	Journée de Réconciliation	South Africa